

## Deux ans de crise au Burundi sans issue en perspective

@rib News, 24/04/2017 - Source AFP - Un pouvoir radicalisé, une opposition affaiblie et une communauté internationale divisée : deux ans après le début d'une crise politique majeure, le Burundi est plus que jamais dans l'impasse. Le 25 avril 2015 de la décision du président Pierre Nkurunziza (photo) de briguer un troisième mandat controversé avait déclenché un vaste mouvement de contestation populaire, sauvagement réprimé, et plongé le pays dans la crise.

En deux ans, les violences et exécutions extrajudiciaires ont fait entre 500 morts selon l'ONU, 2.000 selon les ONG, et poussé 400.000 Burundais à l'exil. «La crise est derrière nous, la sécurité est assurée, la paix est revenue au tout le monde vaque à ses occupations», assure pourtant le premier vice-président, Gaston Sindimwo, résumant la position officielle depuis plusieurs mois. Mais cette «paix retrouvée» est maintenue au prix d'une féroce répression sur la terreur, selon l'opposition et de nombreux rapports de l'ONU et d'organisations de défense des droits de l'homme. Le parti (au pouvoir) CNDD-FDD a pris ce pays dans ses serres et est en train de étouffer petit à petit, dit Norbert Ndayishimiye, un des leaders d'opposition. Le pouvoir a instauré un maillage du territoire qui s'articule autour d'un conseil de sécurité constituée d'une administration territoriale, totalement contrôlée par le parti au pouvoir, de la ligue des jeunes du CNDD-FDD et des Imbonerakure et du redouté Service national de renseignement (SNR), qui dépend directement de la présidence, selon des sources diplomatiques et au sein des services de sécurité. - Fer de lance Les Imbonerakure d'abord la loi dans de nombreuses provinces sont régulièrement signalés des cas d'arrestations, de tortures ou d'assassinats par des miliciens indisciplinés. Dans les provinces de Kirundo ou Ngozi (nord) et Makamba (sud), ils mettent des barrages filtrants sur les routes, fouillent les véhicules qui se dirigent vers le Rwanda (nord) ou la Tanzanie (est) et arrêtent de nombreux suspects, selon de nombreux témoignages parvenus à l'AFP. Mais le nombre de Burundais choisissant l'exil continue de croître et l'ONU estime qu'ils seront plus de 500.000 d'ici fin 2017. Imbonerakure sont devenus au fil du temps le fer de lance de la répression, ils maillent tout le territoire national en identifiant et en harcelant l'opposition, explique Florent Geel, directeur Africain de la Fondation internationale des droits de l'homme. Le Haut Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme d'annonçait récemment la multiplication de dans lesquels les Imbonerakure (ceux qui voient de loin) appellent au «viol» d'opposants. Des accusations FDD d'abord régulièrement, d'annonçant une tentative de diabolisation de sa Ligue des jeunes. «Aujourd'hui, toute population est terrorisée car n'importe qui peut vous arrêter dans la rue et on n'entend plus parler de vous. La peur est tellement forte que parfois un père n'ose pas aller demander aux services de sécurité des nouvelles de son fils porté disparu», résume un habitant de Bujumbura, sous couvert d'anonymat. Le gouvernement a rejeté tous les rapports et commissions enquêtées de l'ONU sur ces violences, ainsi que le déploiement de quelque 228 policiers prônes au Conseil de sécurité. «Le pouvoir burundais est radicalisé mais il a su, surtout, tirer partie des divisions croissantes au sein du Conseil de sécurité et aussi de la paralysie de l'Union africaine, ce qui lui a permis d'agir en toute impunité jusqu'à ici», regrette un diplomate onusien en poste à Genève. - Discussions ou rébellions ? L'opposition populaire comme la société civile indépendante, a fui le pays mais elle est affaiblie à cause de nos divisions internes et des surdimensionnés de certains parmi nous», selon un opposant en exil qui a requis l'anonymat. Pour un diplomate en poste à Bujumbura, la répression est liée aux informations qui font état de mouvements rebelles burundais en train de se constituer dans les pays voisins, à l'image des RED-Tabara ou du Forebu, constitués essentiellement de soldats et policiers déserteurs. «Beaucoup de Burundais estiment aujourd'hui que c'est le seul langage que peut comprendre le président Pierre Nkurunziza, qui refuse de négocier la paix», déclare Jérôme Minani. Car les pourparlers de sortie de crise sont au point mort entre le pouvoir et son opposition regroupée au sein d'une plateforme baptisée Cnared, malgré les pressions de la communauté internationale et les sanctions financières de l'Union européenne. Un sommet régional est prévu courant mai, perçu par beaucoup comme celui de la dernière chance pour trouver une issue diplomatique à la crise.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});